



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

équidés

Question écrite n° 46573

Texte de la question

M. David Habib souhaite appeler l'attention de M. le ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales sur le problème de l'identification des équidés. À l'heure actuelle, les éleveurs de chevaux et leurs associations conventionnées par les établissements départementaux d'élevage (EDE) ne sont pas autorisés à poser les transpondeurs électroniques permettant d'identifier l'animal dès la naissance. Or, depuis plusieurs années, soutenus par la Fédération nationale du cheval, ils réclament que leur soit désormais confiée l'identification des équidés, comme c'est le cas pour l'identification bovine qui depuis 1998 est sous la responsabilité de l'éleveur ; la maîtrise d'oeuvre étant donnée à l'EDE. Cette décision signifierait pour les éleveurs de chevaux la reconnaissance, enfin, de l'identification comme acte d'élevage. Elle donnerait la possibilité à la filière cheval de poursuivre ses objectifs principaux de traçabilité et de sécurité sanitaire dans une logique de réduction des charges et de professionnalisation. Elle permettrait, également, d'identifier, dès cette année, les chevaux présents sur le territoire national avec des coûts minimisés grâce aux commandes groupées faites par les EDE tant au niveau des documents que des transpondeurs et grâce à l'implication des éleveurs. Les EDE, agréés par l'État, sont, en effet, des interlocuteurs de proximité privilégiés pour les éleveurs dont ils assurent, parmi de nombreuses missions, la formation à l'identification, le suivi et le contrôle. Afin de comparer la procédure actuelle à celle proposée par les éleveurs, une expérimentation pourrait être pratiquée dans le département des Vosges qui s'est porté candidat pour tester les effets de son application. L'autorisation de procéder personnellement à l'identification de leurs chevaux irait vraisemblablement dans le sens donné à la nouvelle politique pour le cheval présentée par le Gouvernement en 2003 qui vise à reconnaître le secteur économique du cheval comme une activité agricole à part entière. En conséquence, il lui demande de bien vouloir lui indiquer sa position et ses intentions à l'égard des revendications légitimes des éleveurs de chevaux.

Texte de la réponse

L'identification des équidés repose actuellement sur le relevé du signalement des animaux et la pose d'un transpondeur électronique. Ces informations sont enregistrées dans une base de données centrale unique gérée par les Haras nationaux qui éditent le document d'identification. Les opérations de terrain (relevé de signalement et pose d'un transpondeur) sont réalisées soit par des vétérinaires, soit par des agents des Haras nationaux habilités. Le relevé de signalement est un acte technique qui nécessite une formation car il s'agit de décrire en termes codifiés les caractéristiques physiques de l'animal. Le transpondeur électronique a été choisi par les professionnels qui ont préféré ce dispositif à toute autre technique de marquage, telle la boucle auriculaire retenue pour l'identification des ruminants. Cependant, la pose du transpondeur nécessite une implantation sous-cutanée. Elle est, de ce fait, qualifiée par la loi d'acte vétérinaire. Si les agents des Haras nationaux peuvent, dans certaines conditions dérogatoires prévues par la loi, pratiquer cet acte, il n'est pas possible qu'il soit réalisé par l'éleveur lui-même. L'assimilation de la pose de transpondeurs à l'identification telle qu'elle est pratiquée pour les bovins n'est pas avérée à la fois pour des raisons de coût et eu égard à la spécificité du secteur équin. Ainsi l'achat des transpondeurs par les éleveurs supposerait l'instauration d'un système de gestion et de contrôle dont les coûts nécessairement élevés devraient être répercutés sur les

producteurs. De plus, l'acquisition par chaque éleveur d'un lecteur de transpondeur serait indispensable pour s'assurer du bon fonctionnement du transpondeur avant et après sa pose. La loi de finances pour 2004 et le projet de loi relatif au développement des territoires ruraux consacrent effectivement le caractère agricole des activités de préparation et d'entraînement des équidés, mais cela ne doit pas conduire systématiquement à calquer, pour les équins, le modèle retenu pour les bovins. L'analyse du secteur équin dans sa globalité montre en effet des différences fortes avec le secteur bovin. Selon les chiffres du recensement agricole 2000, qui dénombre les animaux uniquement dans les exploitations agricoles, l'effectif des bovins est quarante fois supérieur à celui des équidés (20 millions de bovins contre 500 000 chevaux). La taille des cheptels est aussi très différente (environ 100 bovins en moyenne et environ 5 chevaux). En moyenne, un éleveur de chevaux détient un peu plus de deux poulinières et fait naître 1,4 poulain par an. L'expérience professionnelle des éleveurs de bovins et chevaux est aussi très différente et les éleveurs de chevaux sont très souvent des pluri-actifs ou des amateurs. Par ailleurs, en ce qui concerne l'identification des animaux, cette mesure est obligatoire depuis plus de vingt-cinq ans pour les bovins alors qu'elle est obligatoire seulement depuis deux ans pour les équidés. La connaissance des éleveurs dans ce domaine est donc très différente. L'ensemble de ces spécificités (modalités techniques d'identification choisies, taille des élevages, structure professionnelle existante) justifie pleinement que l'organisation des opérations d'identification soit différente pour les équidés. Assurer la traçabilité de ce cheptel est particulièrement important tant du point de vue de la sécurité sanitaire que du point de vue de la lutte contre le vol et le trafic d'animaux. La complémentarité de l'action des vétérinaires et des Haras nationaux constitue, en l'espèce, une garantie précieuse dont les éleveurs sont les premiers bénéficiaires.

Données clés

Auteur : [M. David Habib](#)

Circonscription : Pyrénées-Atlantiques (3^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 46573

Rubrique : Élevage

Ministère interrogé : agriculture, alimentation et pêche

Ministère attributaire : agriculture, alimentation et pêche

Date(s) clé(s)

Date de signalement : Question signalée au Gouvernement le 7 décembre 2004

Question publiée le : 14 septembre 2004, page 7069

Réponse publiée le : 14 décembre 2004, page 9904